

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU LONGETE COMMUNICATIONE

SÉANCE DU MARDI 25 FÉVRIER 2025 à 18H SALLE DE LA MAIRIE DE LIVERS-CAZELLES

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
40	26	31

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 février, à 18 Heures, le conseil communautaire, dûment convoqué en date du 19 février s'est réuni dans la salle de la Mairie de Livers-Cazelles, sous la présidence de Bernard ANDRIEU, Président.

Présents: M. Patrick Montels, M. Jérôme Flament, M. Bernard Andrieu, M. Bernard Tressols, M. Jean-Michel Piednoël, Mme. Caroline Breuillard, Mme. Arielle Brun, M. Daniel Ganthe, M. Frederic Ichard, M. Serge Besombes, M. Patrick Lavagne, M. Philippe Woillez, M. Bernard Bouvier, Mme. Nadine Filipe, M. Claude Geniey, M. Pierre Paillas, Mme. Sylvie Gravier, M. Claude Blanc, Mme. Laurence Poillerat, M. Laurent Vaurs, M. Alex Brière, M. Jean-Christophe Cayre, M. Mathieu Amiech, M. Franck Cebak, Mme. Nathalie Mulet, M. Jean-Christian Bohère (arrivé à 18h10).

Pouvoirs: Mme. Christine Tressols pouvoir à M. Claude Blanc, M. Jean-Philippe Gineste pouvoir à Mme. Caroline Breuillard, M. Serge Rouquette pouvoir à M. Patrick Montels, M. Thierry Guiraud pouvoir à Mme. Laurence Poillerat, Mme Delphine Pinczon du Sel pouvoir à Mme. Nathalie Mulet.

Absents et excusés : M. Serge Dalmières, M. Jean-Claude Lavi, M. Laurent Deshayes, M. Benoit Ourliac, M. Bernard Rivière, M. Jean-Paul Marty, M. Thierry Douzal, M. Jérémie Steil, Mme. Lacroix Sandrine.

15 - 2025 VERSEMENT D'UNE SUBVENTION D'ÉQUILIBRE PAR LE BUDGET PRINCIPAL AU BUDGET ANNEXE DE LA MSAP DE LA 4C

Le virement du budget principal vers un budget annexe d'un service public administratif (SPA) est possible. En effet, les budgets annexes des SPA ne sont pas soumis à des règles d'équilibre particulières. Pour équilibrer un budget annexe d'un SPA, la collectivité territoriale peut donc verser une subvention. Le budget annexe de la MSAP de la Communauté de communes du Cordais et du Causse (4C) enregistre toutes les dépenses et recettes relatives au fonctionnement de l'Escale de la 4C.

Une somme de 105 815,53 € a été inscrite au budget principal de l'exercice 2024 représentant la subvention prévisionnelle devant équilibrer le budget annexe de la MSAP de la 4C. Les comptes définitifs du budget annexe font apparaître la balance suivante :

Section de fonctionnement :

Dépenses : 197 929,44 € Recettes : 90 269,44 €

Soit un déficit cumulé de 107 660,00 €

Le déficit pour l'année 2023 était de _0 €_.

Pour cela, il est proposé de prendre une délibération arrêtant de manière définitive le montant de la subvention d'équilibre à verser au budget annexe de la MSAP de la 4C d'un montant de 107 660 €.

Le président propose au Conseil communautaire d'approuver le versement d'une subvention d'équilibre au titre de l'exercice 2024.

Envoyé en préfecture le 27/02/2025

Reçu en préfecture le 27/02/2025

Publié le

ID: 081-200034064-20250225-152025-DE

ENTENDU L'EXPOSÉ DU PRÉSIDENT, LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE APRÈS EN AVOIR DELIBERÉ A L'UNANIMITÉ

VU les lois, règlements et instructions budgétaires relatifs aux collectivités territoriales

CONSIDERANT que le budget annexe de la MSAP de la 4C retrace les dépenses et recettes liées au fonctionnement de l'Escale la 4C ;

CONSIDERANT que le budget annexe de la MSAP de la 4C ne dispose pas de recettes disponibles pour couvrir le déficit 2024 ;

DECIDE de procéder au versement sur l'exercice 2024 d'une subvention d'équilibre du budget principal de la collectivité d'un montant de 107 660,00 Euros au budget annexe de la MSAP de la 4C correspondant au déficit de l'exercice.

DIT que le montant de cette subvention d'équilibre est repris au compte :

- > en dépense de fonctionnement du budget principal,
- > en recette de fonctionnement du budget annexe de la MSAP de la 4C.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an, que ci-dessus, au registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le secrétaire de séance

Philippe WOILLEZ

Le Président,

Bernard ANDRIEU

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu de son dépôt en Préfecture le 27/02/2025, de sa publication le 27/02/2025 et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de TOULOUSE dans un délai de 2 mois à compter du 27/02/2025